



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier
mensuel
de
conjoncture

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

9 mai 2016

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 3 juin 2016.

SOMMAIRE

◆ *Synthèse régionale*

- *Page 4*

◆ *Marché du travail*

- *Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois*
- *Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département*
- *Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe*
- *Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge*
- *Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel*
- *Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA*
- *Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi*
- *Page 12 : taux de chômage (Insee)*

◆ *Emploi*

- *Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi*
- *Page 14 : déclarations préalables à l'embauche*
- *Page 15 : évolution récente de l'intérim*
- *Page 16 : évolution récente de l'emploi salarié*

◆ *Accompagnement des mutations économiques*

- *Page 18 : activité partielle*
- *Page 19 : procédures de licenciement collectif*

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En mars 2016, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) recule de 1,3 % en Île-de-France et de 1,7 % France métropolitaine (données CVS-CJO). Sur trois mois, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A est en baisse de 1,1 % dans la région et de 1,4 % au niveau national. Sur un an, la hausse est contenue (+1,2 % en région francilienne et +0,5 % en France métropolitaine). Cependant, les séries sont affectées depuis plusieurs mois par des phénomènes de transferts entre catégories de demandeurs d'emploi.

Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (catégories A, B et C), le nombre d'inscrits diminue très légèrement de 0,1 % en Île-de-France et de 0,2 % en France métropolitaine. Sur trois mois, la demande d'emploi en cat. ABC est également orientée à la baisse (-0,4 %) mais la progression reste sensible sur plus longue période (+3,1 % en un an). A ces horizons, la France métropolitaine affiche des évolutions quasi-identiques.

Sur plusieurs mois, la demande d'emploi des femmes progresse plus rapidement que celle des hommes. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi en région francilienne augmente en mars mais connaît toujours une baisse sensible sur plus longue période. Du côté des seniors, la progression est restée relativement modérée ces derniers mois (+0,3 % en mars comme en février et +0,9 % sur trois mois).

Au quatrième trimestre 2015, le taux de chômage francilien représente 8,8 % de la population active, en baisse de 0,2 point par rapport au troisième trimestre 2015. Il reste inférieur de 1,2 point au taux de chômage en France métropolitaine, à 10,0 %.

EMPLOI

Au 4^e trimestre 2015, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) progresse par rapport à 2014, que l'on considère tous les contrats ou seulement les durables (i.e. CDD de plus de six mois et CDI). L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands augmente au quatrième trimestre 2015 en Île-de-France, toujours soutenu par les services marchands. Au cours de l'année 2015, l'emploi salarié marchand francilien a enfin retrouvé son niveau de début 2008, avant la crise.

MUTATIONS ECONOMIQUES

Le nombre d'heures d'activité partielle autorisées reste proche des niveaux observés en 2015, la construction restant le principal utilisateur malgré une forte baisse des heures demandées par le secteur. Une quarantaine de PSE ont encore été initiés en mars, menaçant un nombre d'emplois supérieur à la moyenne des douze derniers mois.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2016

En mars 2016, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A recule de 1,3 % en Île-de-France et de 1,7 % en France métropolitaine. Sur trois mois, la baisse est similaire (-1,1 % en IdF, -1,4 % au niveau national).

En cat ABC, la demande d'emploi francilienne recule de 0,1 % par rapport à fin février 2016, et de 0,2 % en France métro. Sur les 3 derniers mois, la baisse est identique en Île-de-France et en France métro (-0,4 %).

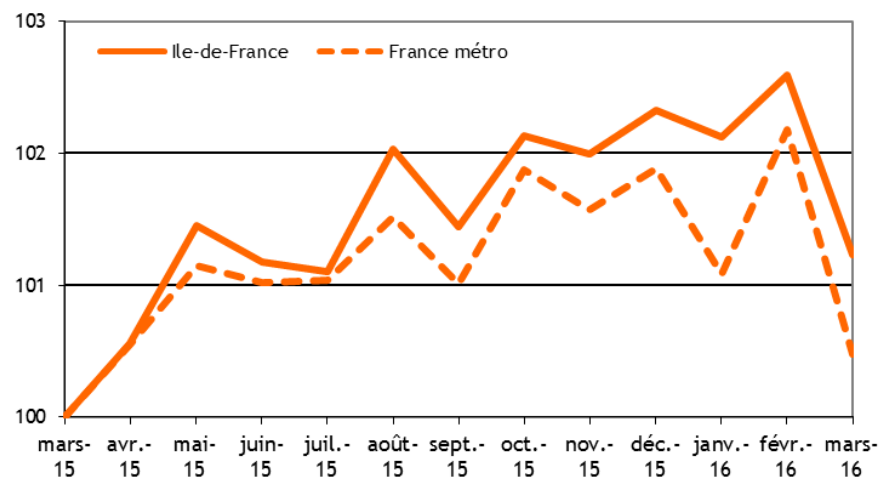
Si la demande d'emploi francilienne est toujours en progression sur un an (+1,2 % en catégorie A et +3,1 % en incluant les catégories B et C), on observe depuis fin 2015 une stabilisation. Cet épisode est le plus long depuis fin 2010 - début 2011, où l'on avait vu une accalmie après la forte progression consécutive à la crise de 2008.

Si la baisse est marquée en catégorie A, elle est compensée par les hausses en catégories B et C, soit plus de demandeurs d'emplois ayant exercé une activité réduite au cours du mois. Ces transferts succèdent à des transitions en sens inverse (B, C vers A) le mois précédent. Ces phénomènes ne sont pas spécifiques à la région mais nationaux, sans qu'il ait été repéré d'incident de gestion susceptible de les expliquer.

Mars 2016	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	672 530	3 531 000	-1,3	-1,7	-1,1	-1,4	1,2	0,5
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	962 900	5 454 100	-0,1	-0,2	-0,4	-0,4	3,1	3,0

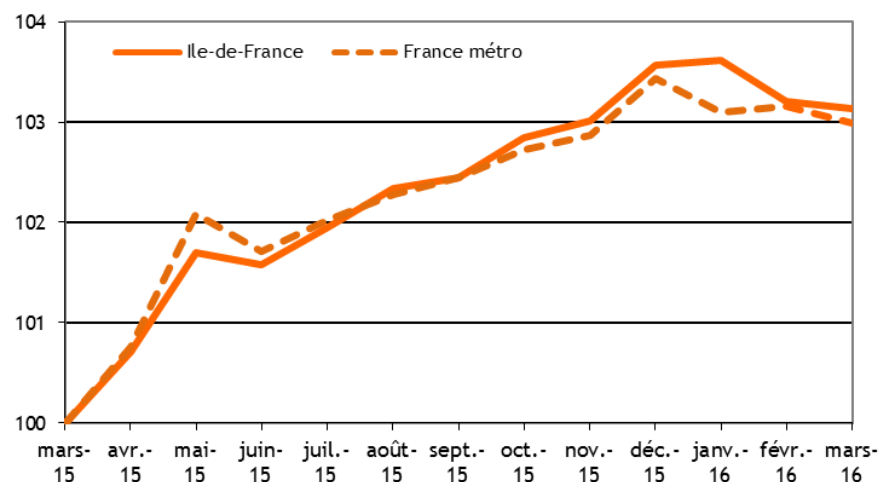
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO - Indice 100 en mars 2015)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO - Indice 100 en mars 2015)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

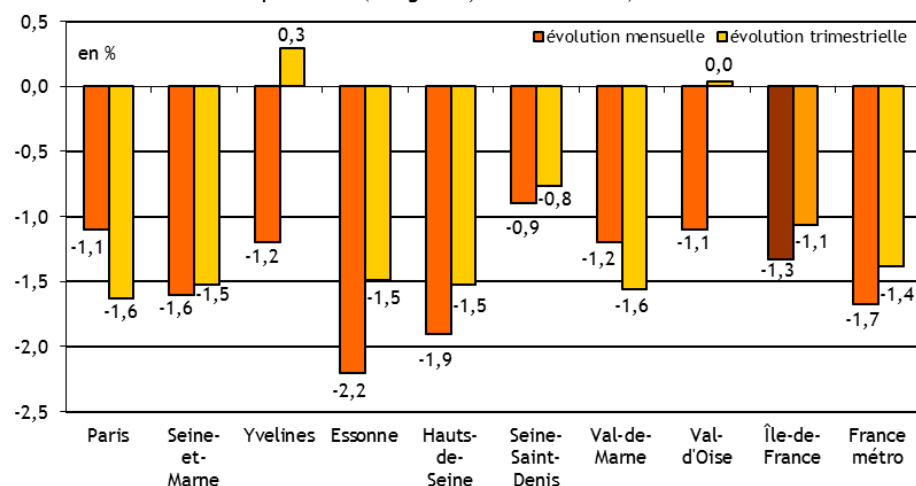
Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2016

En catégorie A, le nombre de demandeurs d'emploi baisse en mars dans tous les départements, de -0,9 % en Seine-Saint-Denis à -2,2 % en Essonne. Sur le premier trimestre 2016, les seuls départements à ne pas voir la demande d'emploi reculer sont les Yvelines (+0,3 %) et le Val-d'Oise (0,0 %).

En catégorie ABC, le Val-d'Oise (+0,6 %) et les Yvelines (+0,4 %) affichent une progression au mois de mars. Pour les autres départements, il y a baisse ou du moins stabilisation. Même constat sur trois mois, les Yvelines connaissant la seule hausse significative (+1,1 %) et le Val-d'Oise restant relativement stable (+0,1 %).

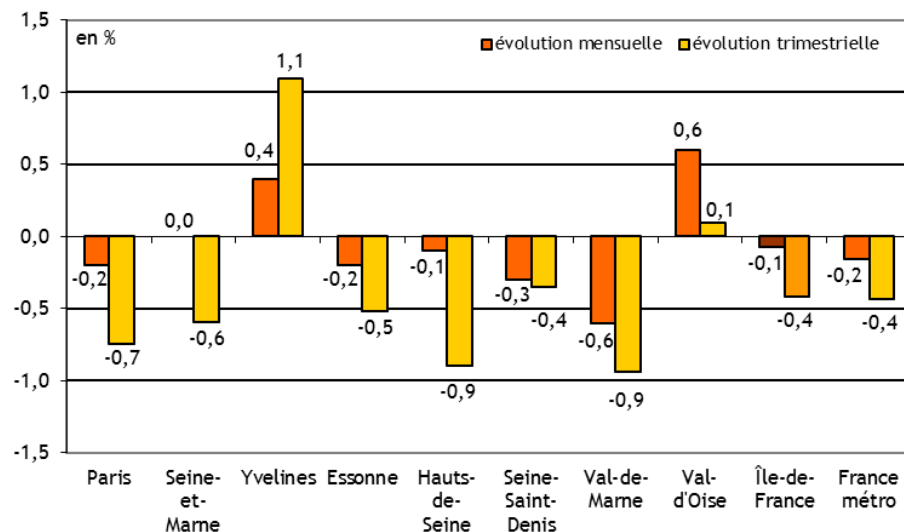
Que l'on prenne en compte ou non les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite, l'Essonne et surtout les Yvelines sont les deux seuls départements franciliens qui ne semblent pas avoir amorcé un mouvement de baisse.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Données CVS-CJO Mars 2016	cat. A	évolution mensuelle	évolution trimestrielle	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trimestrielle
Paris	133 480	-1,1	-1,6	200 250	-0,2	-0,7
Seine-et-Marne	66 070	-1,6	-1,5	96 910	0,0	-0,6
Yvelines	64 690	-1,2	0,3	93 060	0,4	1,1
Essonne	58 290	-2,2	-1,5	85 720	-0,2	-0,5
Hauts-de-Seine	80 720	-1,9	-1,5	113 960	-0,1	-0,9
Seine-Saint-Denis	120 900	-0,9	-0,8	165 090	-0,3	-0,4
Val-de-Marne	75 590	-1,2	-1,6	105 680	-0,6	-0,9
Val-d'Oise	72 790	-1,1	0,0	102 230	0,6	0,1
Île-de-France	672 530	-1,3	-1,1	962 900	-0,1	-0,4
France métropolitaine	3 531 000	-1,7	-1,4	5 454 100	-0,2	-0,4

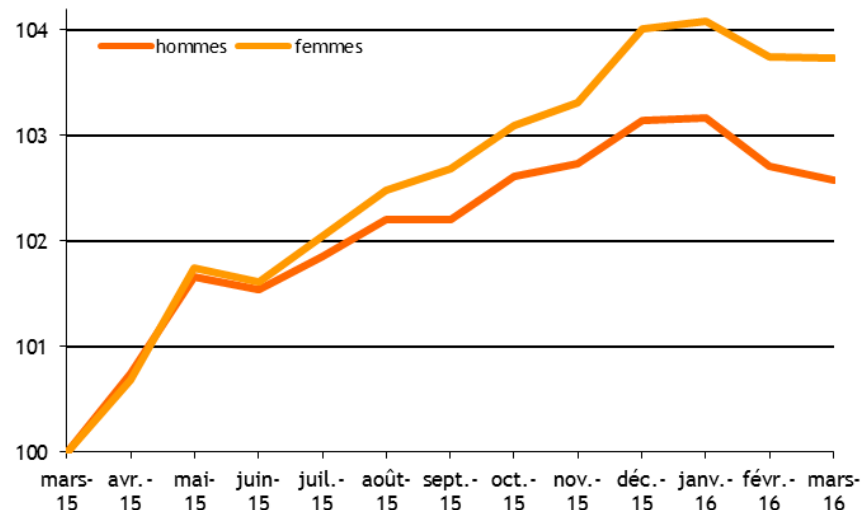
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2016

La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

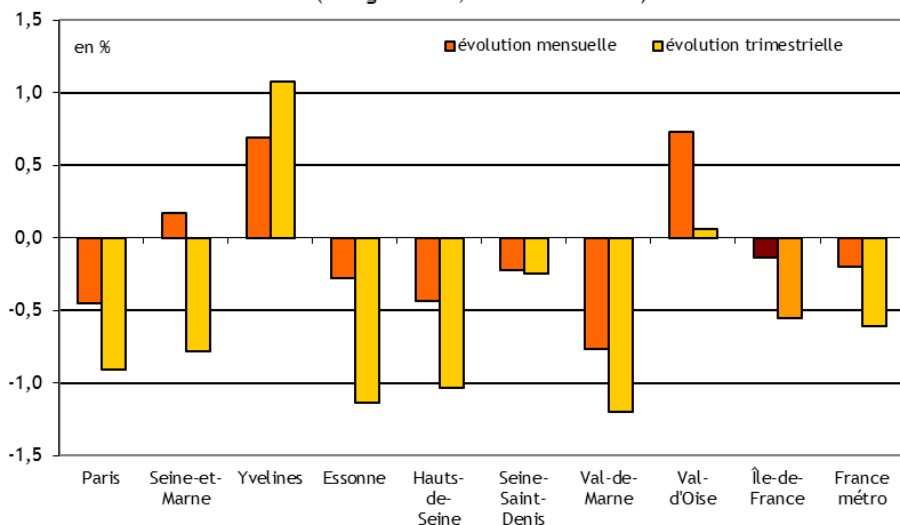
- En mars 2016, la demande d'emploi des femmes se stabilise et celle des hommes baisse très légèrement de 0,1 %. En France métropolitaine, la demande d'emploi évolue de manière similaire (-0,1 % pour les femmes et -0,2 % pour les hommes).
- Sur les trois derniers mois, la demande d'emploi francilienne baisse de 0,6 % pour les hommes et de 0,3 % pour les femmes. L'évolution est identique au niveau de la France métropolitaine.
- Sur un an, l'écart entre hommes (+2,6 %) et femmes (+3,7 %) se maintient à 1,1 point, alors qu'il atteint 1,5 point au niveau national (+2,2 % contre +3,7 %).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS-CJO - indice 100 mars 2015)



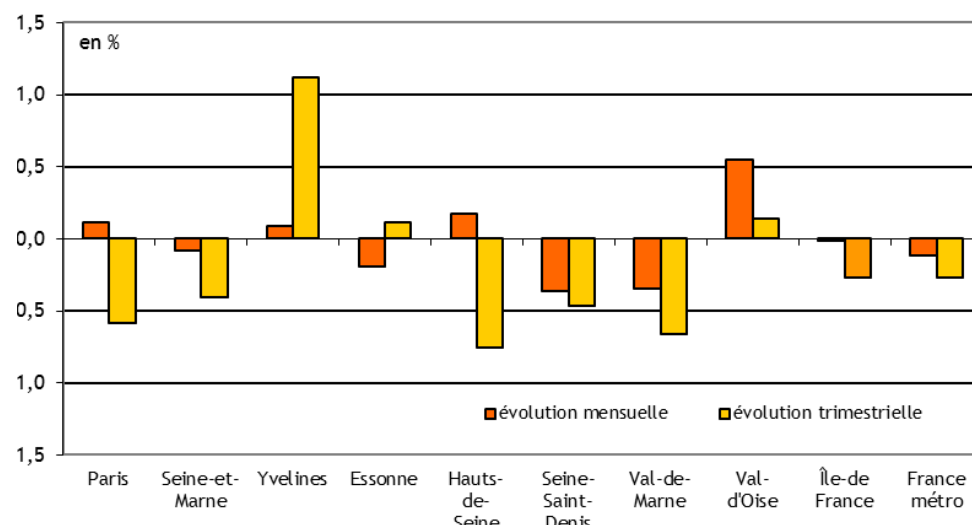
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2016

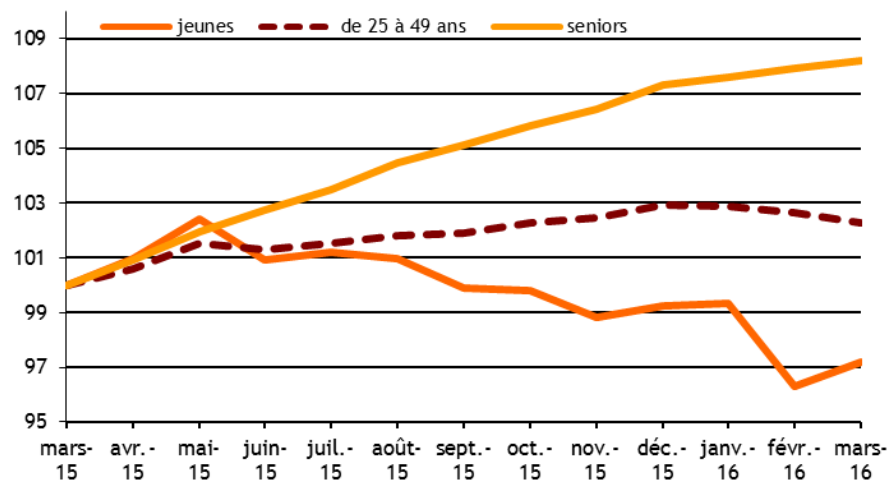
La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

En mars 2016, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi en catégories A, B et C augmente de 0,9 % en Île-de-France après le fort repli observé au mois de février. En France métropolitaine, on observe pour les jeunes une baisse de 0,4 %. La baisse en région francilienne atteint 2,0 % sur le trimestre et 2,8 % sur un an (resp. -1,8 % et -2,9 % au niveau national).

Si la demande d'emploi des jeunes repart à la hausse au mois de mars dans tous les départements franciliens, sauf l'Essonne, la dynamique des derniers mois est toujours orientée à la baisse.

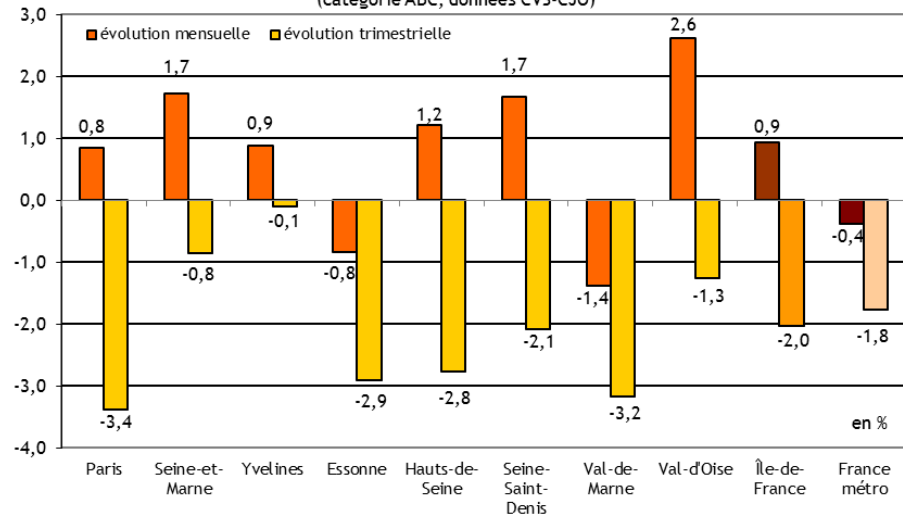
Au regard de la tendance en 2015, le nombre de seniors n'augmente que peu au mois de mars 2016 en Île-de-France (+0,3 %) et en France métropolitaine (+0,1 %).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS-CJO - indice 100 mars 2015)



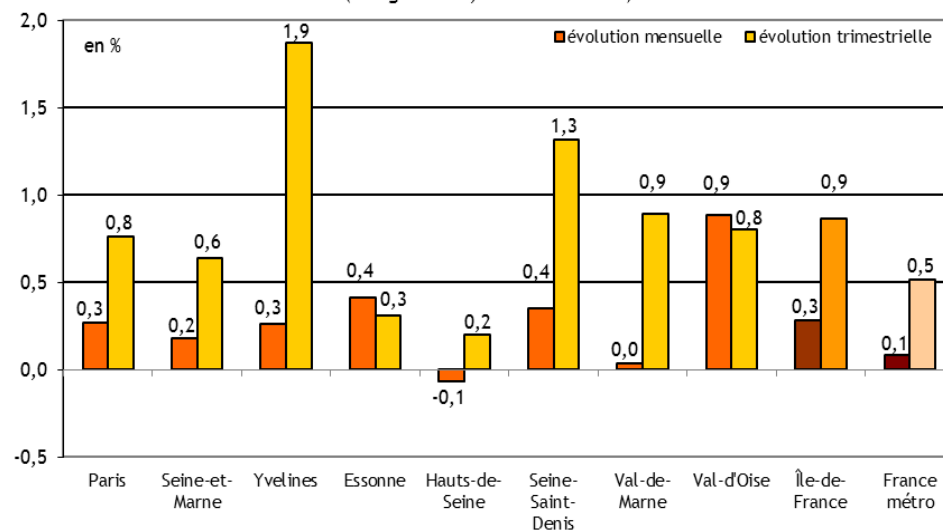
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Evolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Evolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2016

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché

➤ *Avertissement : à compter de mars 2016 le « nouveau parcours du demandeur d'emploi » entre en vigueur en Île-de-France (généralisant notamment la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi). Sans effet sur le total des entrées en catégories A, B et C, on déplore une perte de qualité dans l'information du métier recherché par le demandeur d'emploi. Ainsi, le nombre de « non renseignés » pour la catégorie socio-professionnelle passe d'environ 700 en février à 3 500 en mars.*

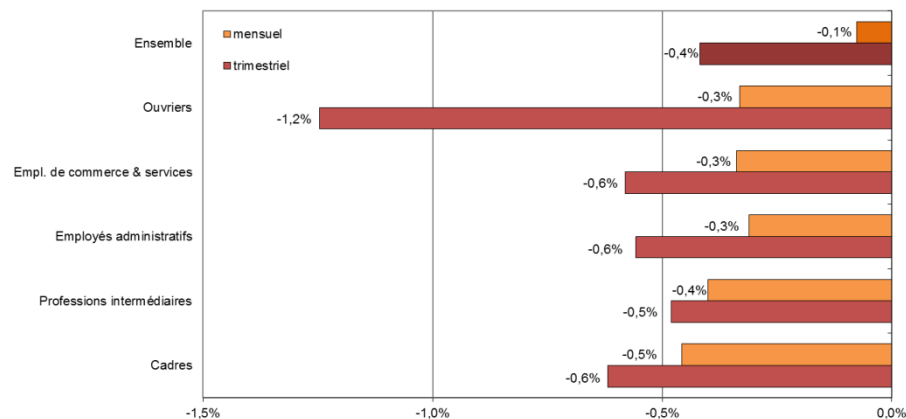
❑ Si toutes les catégories socioprofessionnelles connaissent une baisse entre -0,3 % et -0,5 % en mars, il est vraisemblable qu'elle est liée à l'artefact statistique décrit ci-dessus et que l'on devrait plutôt être à un niveau proche de la stabilisation, à l'image de l'ensemble des demandeurs en catégorie ABC (-0,1 %). L'évolution sur trois mois, un peu plus fiable, montre néanmoins une baisse assez marquée pour les ouvriers.

❑ Avec trois mois de baisse consécutifs, les métiers du BTP s'en sortent le mieux (-1,8 % sur le premier trimestre). L'informatique et les télécommunications (-1,6 % sur le trimestre et -1,4 % en mars) ainsi que les matériaux souples, le bois et l'industrie graphique (-1,5 %) suivent.

❑ La santé, l'action sociale, culturelle et sportive est le seul domaine à ne pas enregistrer de baisse sur les trois derniers mois (+0,5 %).

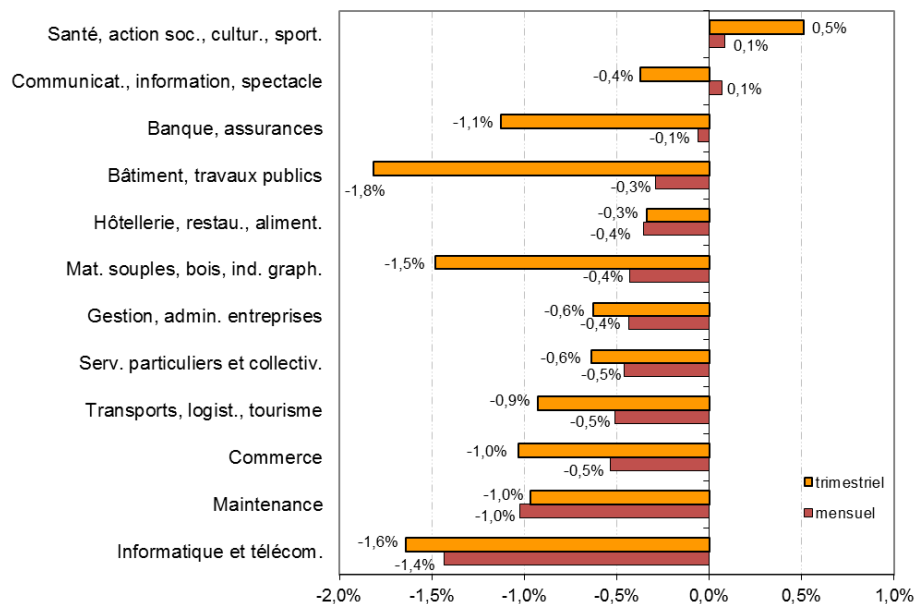
* *La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.*

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC - données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2016

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

En mars 2016, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus progresse légèrement en Île-de-France (+0,1 %) et reste stable en France métropolitaine.

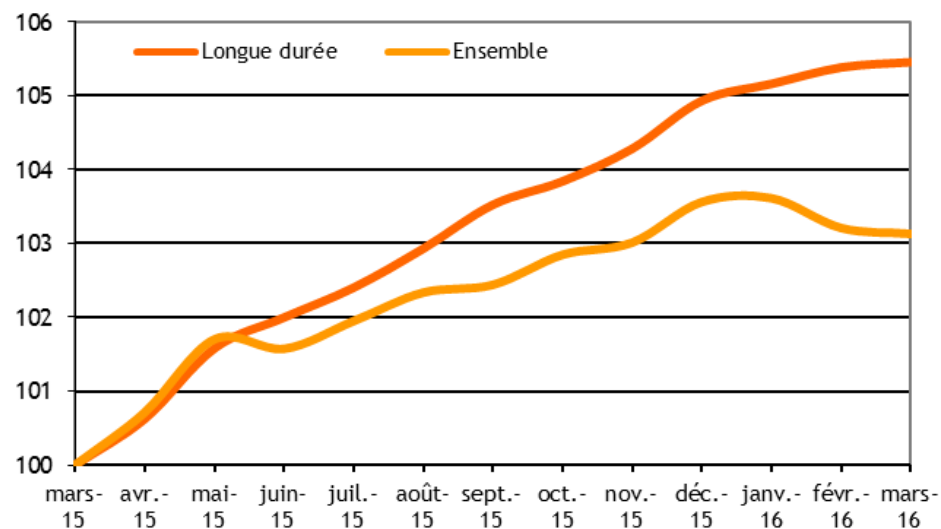
Sur trois mois, la hausse des demandeurs d'emploi de longue durée atteint 0,5 % dans la région francilienne, similaire à celle au niveau métropolitain (+0,6 %). Il s'agit d'un net ralentissement par rapport au rythme de ces dernières années.

La part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus atteint désormais 44,2 %.

Depuis le 1er janvier 2016, la prime d'activité a remplacé le RSA activité. Ceci a un impact massif sur les séries de demandeurs d'emploi au RSA : on ne compte quasiment plus de demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » ou « activité seule », tandis que le nombre de demandeurs d'emploi au RSA « socle seul » enregistre une forte hausse, sans doute liée au fait que les demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » basculent sur le RSA « socle seul ». Les données du nombre de demandeurs d'emploi en RSA ne sont donc plus comparables avec celles des mois précédents.

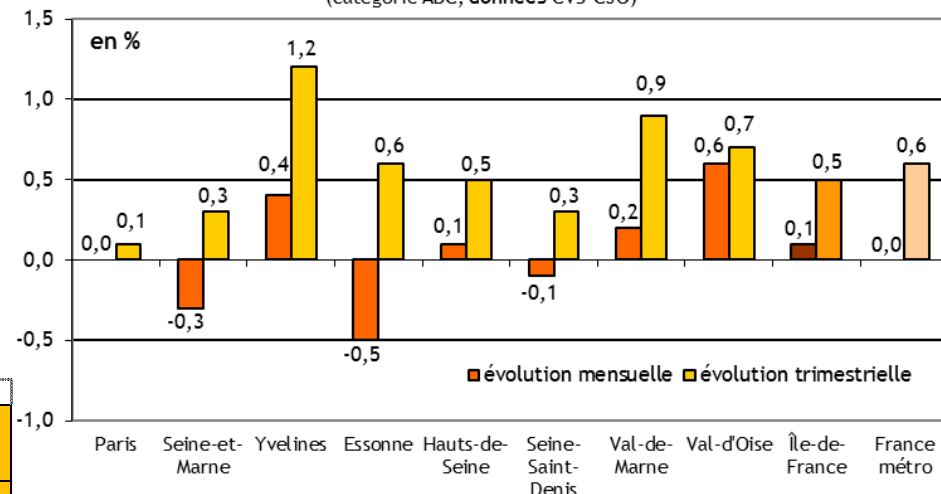
La part de demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA en Île-de-France est légèrement inférieure à celle observée en France métropolitaine. La Seine-Saint-Denis affiche la plus forte part tandis qu'elle est la plus basse en Essonne.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS-CJO - indice 100 mars 2015)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA

Département	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro
Part (%)	13,6%	10,8%	11,9%	10,2%	12,8%	17,0%	12,9%	13,0%	13,2%	14,2%

Sources : DARES / Pôle emploi - données brutes

Les entrées et les sorties à la fin du mois de mars 2016

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

➤ En janvier 2016, le nombre de sorties de cat. ABC pour cessation d'inscription pour défaut d'actualisation a enregistré un rebond inhabituellement fort, après la baisse observée en décembre. L'évolution des sorties sur trois mois glissants est par conséquent surestimée.

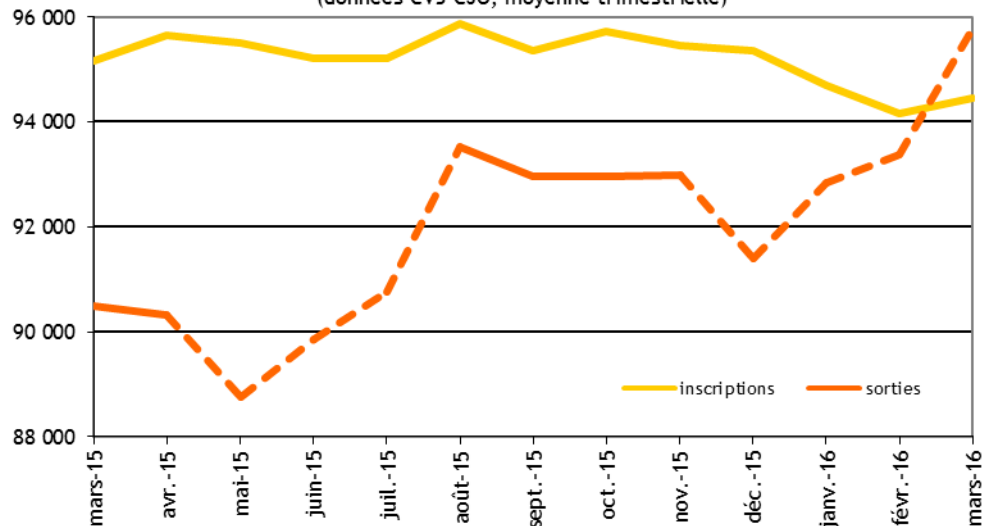
➤ A compter de mars 2016 le « nouveau parcours du demandeur d'emploi » entre en vigueur en Île-de-France (généralisant notamment la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi). Pôle emploi procède également à la refonte des intitulés des motifs d'entrée sur les listes. Sans effet sur le total des entrées en catégories A, B et C, la répartition selon les motifs d'entrée est affectée.

❑ Sur trois mois glissants, le nombre d'entrées se stabilise tandis que le nombre de sorties est difficilement interprétable.

❑ Au sein des entrées, les « autres cas » constituent 46 % des inscriptions, parmi lesquelles 7 % font suite à des ruptures conventionnelles, ce qui rend difficile l'interprétation des évolutions des entrées par motif. Sur trois mois glissants, le nombre d'entrées pour fin de CDD recule tandis que les fins de mission d'intérim sont stables. Les démissions et les premières entrées connaissent une forte progression. La forte hausse des reprises d'activité semble elle liée à la refonte des intitulés des motifs.

❑ Le motif de défaut d'actualisation représente 47 % du total des sorties et limite la portée de l'analyse, d'autant plus avec les mouvements erratiques de décembre et janvier.

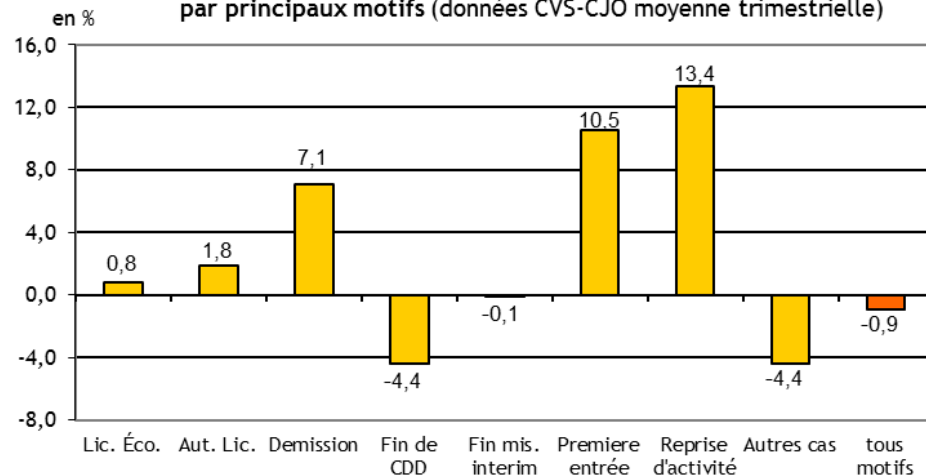
Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Note de lecture : Divers événements de nature administrative rendent difficile l'interprétation de l'évolution du nombre de sorties (courbe en pointillés)

Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS-CJO moyenne trimestrielle)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 4^{ème} trimestre 2015

□ Au quatrième trimestre 2015, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,8 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, en baisse de 0,2 point par rapport au troisième trimestre 2015. Le taux de chômage en France métropolitaine baisse quant à lui de 0,1 point, atteignant 10,0 % au 4^e trimestre 2015.

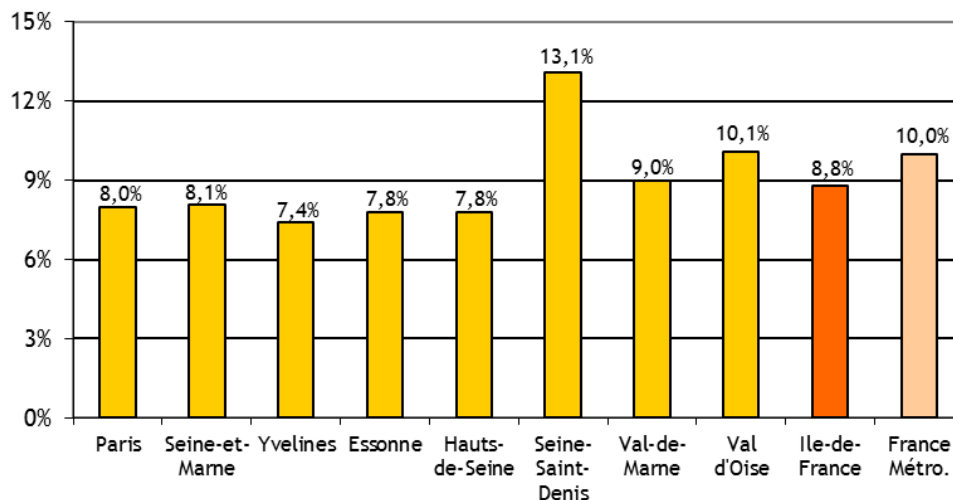
□ L'Essonne est le seul département francilien à ne pas voir son taux de chômage baisser au 4^e trimestre, tandis qu'il recule de 0,1 point dans les Yvelines et le Val-de-Marne. Dans tous les autres départements d'Île-de-France, le taux de chômage se replie de 0,2 point sur le trimestre.

□ Sur un an, le taux de chômage diminue également de 0,2 point en Île-de-France et de 0,1 point en France métropolitaine. L'écart entre les taux de chômage francilien et métropolitain se maintient (1,2 point en faveur de la région).

□ La Seine-Saint-Denis est le département francilien au plus fort taux de chômage, s'élevant à 13,1 % (-0,3 point en un an). Il est suivi par le Val-d'Oise où le taux s'élève à 10,1 % (-0,2 point). Ce sont les deux seuls départements franciliens où le taux de chômage est supérieur à celui de la France métropolitaine.

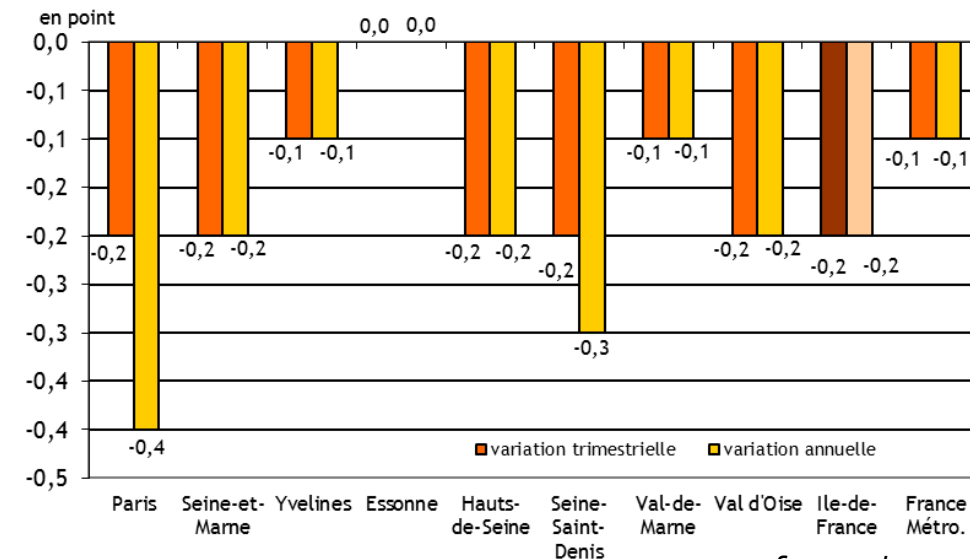
□ Paris, dont le taux de chômage s'établit à 8,0 %, est le département où le taux de chômage connaît le plus fort recul en un an, baissant de 0,4 point.

Taux de chômage localisé au 4^{ème} trimestre 2015 (données CVS)



Source : Insee

Évolution du taux de chômage localisé au 4^{ème} trimestre 2015 (données CVS)



Source : Insee

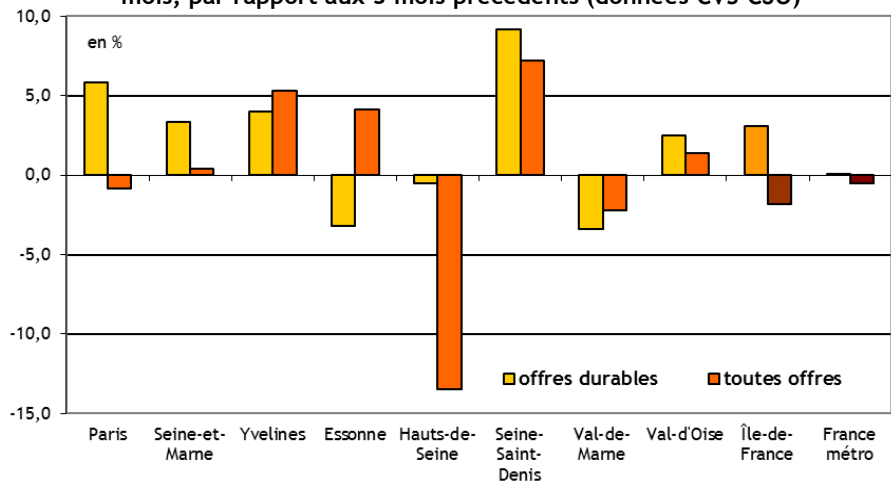
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin mars 2016

En mars 2016, 47 120 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 29 800 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois), en hausse par rapport au mois précédent.

Sur les trois derniers mois, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région se replie légèrement par rapport aux trois mois précédents (-1,8 %). Les offres d'emploi durables connaissent en revanche une progression (+3,1 %). Sur la même période, la France métropolitaine connaît une relative stabilisation des offres d'emploi (-0,5 %).

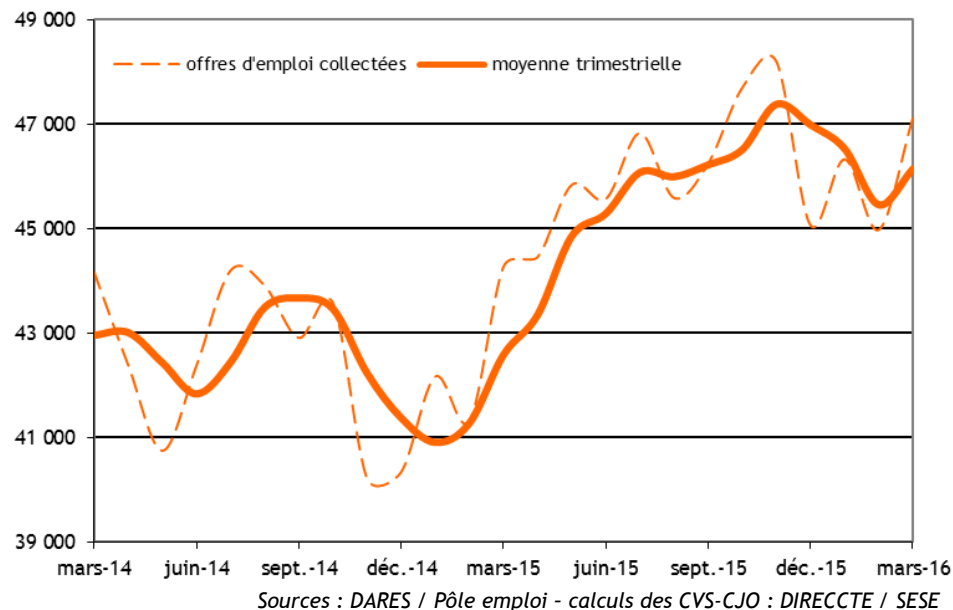
En moyenne trimestrielle sur un an, les offres enregistrées dans la région affichent en revanche une hausse marquée (+8,4 %), grâce aux offres durables (+12,4 %).

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS-CJO)



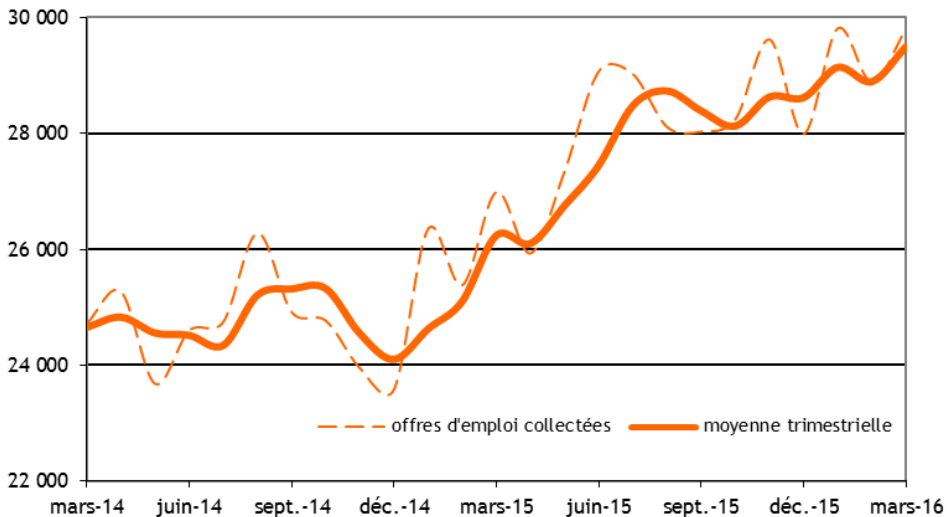
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis mars 2014 (données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis mars 2014 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au quatrième trimestre 2015

Plus de 1 900 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors intérimaires) ont été conclues au quatrième trimestre 2015 en Île-de-France, dont plus de 350 000 DPAE pour des CDD de plus de 6 mois et des CDI.

Sur un an, en Île-de-France, le nombre de DPAE au quatrième trimestre 2015 (par rapport au 4^e trimestre 2014) a augmenté tous contrats confondus (+3,4 %), ainsi que pour les seuls contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +5,4 %).

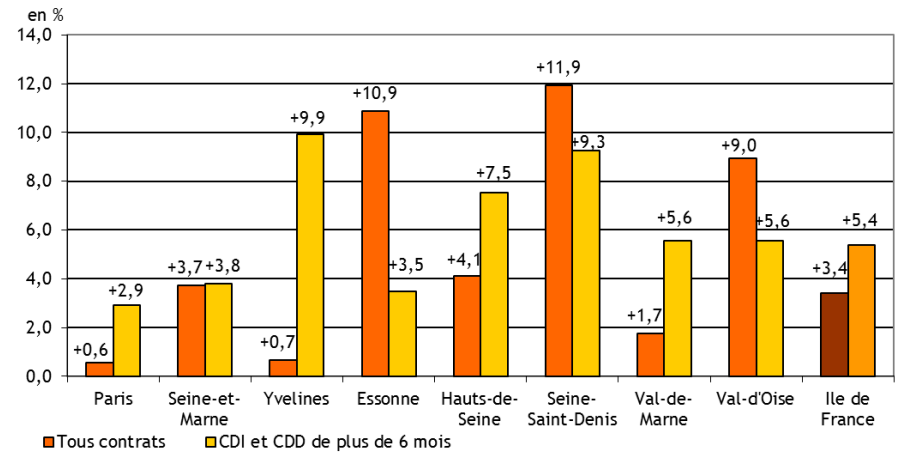
Tous contrats confondus, la Seine-Saint-Denis et l'Essonne ont connu une augmentation annuelle très importante (supérieure à +10 %). Suit le Val d'Oise (+9,0 %) tandis que la progression est très faible pour Paris et les Yvelines (inférieure à +1 %).

Pour les seules DPAE de CDI et CDD de plus de six mois, les Yvelines et la Seine-Saint-Denis croissent fortement (près de +10 %). En revanche, l'Essonne et le Val-d'Oise connaissent une hausse pour les contrats durables (resp. +3,5 % et +5,6 %) beaucoup moins importante que celle tous contrats confondus.

Les secteurs de l'industrie automobile et des enquêtes et sécurité ont connu la plus forte progression de DPAE pour les contrats durables (au-dessus de +50 %).

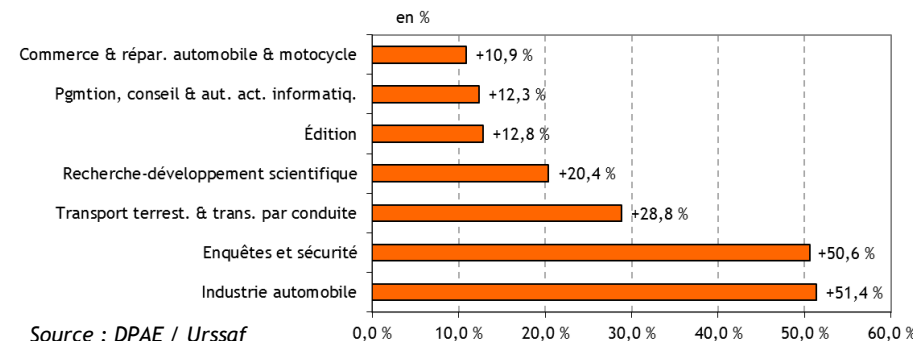
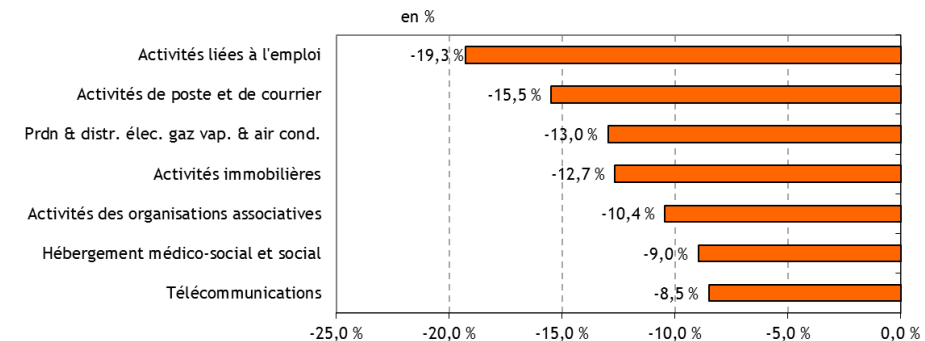
Les activités liées à l'emploi ont connu la plus forte baisse des contrats durables (près de -20 %).

Évolution des déclarations préalables à l'embauche par département (4^{ème} trimestre 2015- 4^{ème} trimestre 2014)



Source : DPAE / Urssaf

Les sept secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante



Source : DPAE / Urssaf

L'intérim à fin janvier 2016

Plus de 271 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de janvier 2016 dans les établissements franciliens, soit une moyenne de 92 200 emplois en équivalent temps plein (EETP, données corrigées des variations saisonnières).

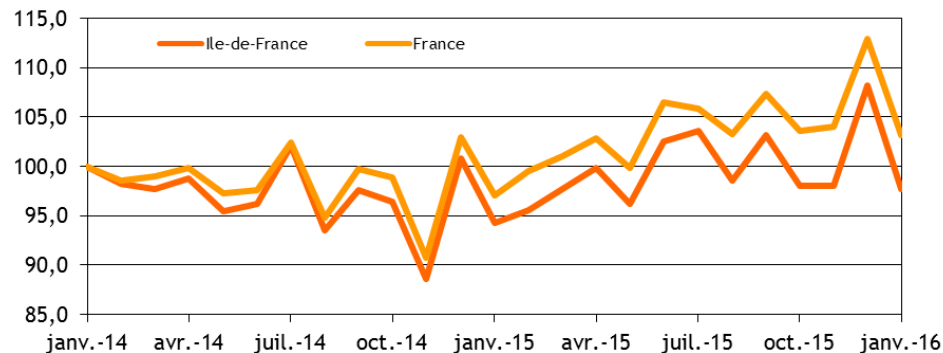
Le nombre de contrats signés a augmenté, alors que le nombre d'intérimaires en EETP a diminué par rapport au mois précédent. Toutefois, en moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires enregistre une hausse : +1,4 % par rapport aux trois mois précédents.

L'intérim dans l'industrie est en forte progression : +6,2 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents. En particulier, la fabrication de matériels de transport augmente de 6,4 %, alors que la production et distribution d'eau / gestion des déchets diminue légèrement (-1,2 %).

Après un 3^e trimestre en légère baisse, la tendance à la reprise amorcée au cours du 4^e trimestre semble se confirmer dans la construction : +5,9 % d'EETP ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents.

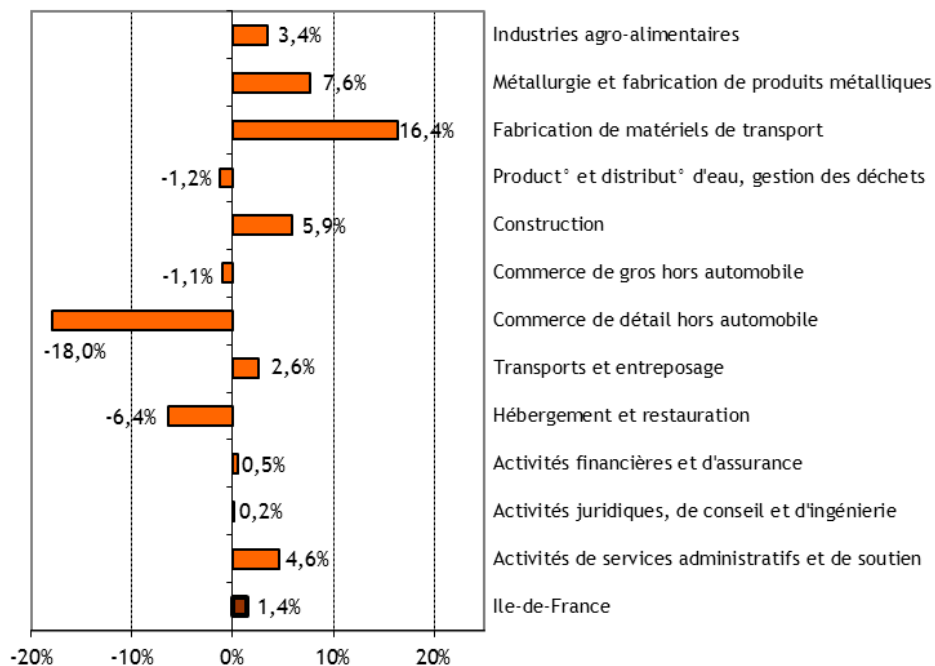
L'intérim dans le tertiaire est stable (-0,7 %), mais avec des différences suivant les principaux secteurs d'activités. Ainsi, le nombre d'EETP progresse dans les activités de services administratifs et le transport et entreposage (resp. +4,6 % et +2,6 %), et est en net recul dans le commerce de détail et dans l'hébergement / restauration (resp. -18,0 % et -6,4 %).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin janvier 2014)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (donnée CVS)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 4^{ème} trimestre 2015

□ Au quatrième trimestre 2015, l'emploi salarié marchand francilien progresse de 0,2 % (soit +7 600 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente également de 0,2 % (+31 800 emplois).

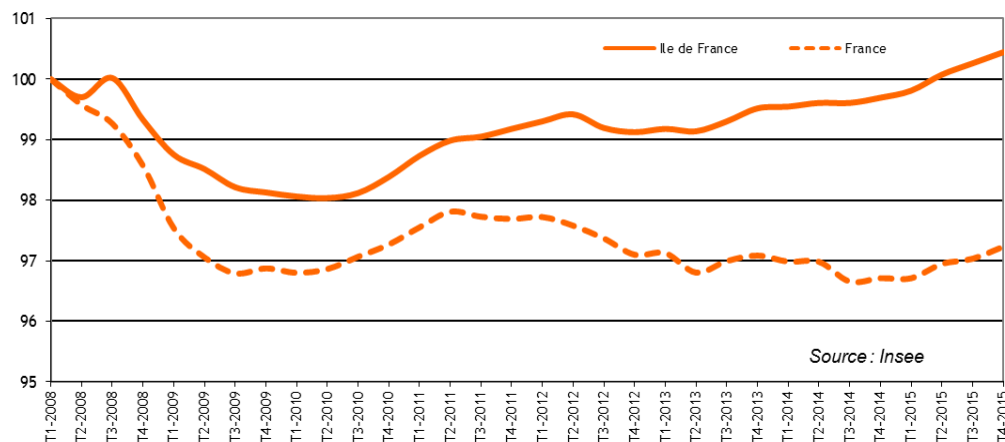
□ En hausse de 0,8 % (soit +30 760 emplois) sur l'année 2015, l'emploi salarié marchand francilien a retrouvé son niveau de début 2008, avant la crise. Ce n'est en revanche toujours pas le cas en France métropolitaine (+0,5 %, soit +83 100 emplois sur la même période).

□ Par rapport au troisième trimestre, le Val-de-Marne (-0,1 %) connaît la seule très légère baisse. A l'inverse, la Seine-et-Marne et les Yvelines (+0,4 %) enregistrent les plus fortes hausses.

□ Sur un an, l'emploi salarié marchand augmente le plus fortement à Paris (+1,2 %, +15 800 emplois) et en Seine-Saint-Denis (+1,2 %, +4 900 emplois). Derrière on retrouve le Val-d'Oise (+1,0 %, +2 600 emplois), la Seine-et-Marne (+0,9 %, +2 600 emplois) et l'Essonne (+0,8 %, +2 400 emplois).

□ Au cours de l'année 2015, les Hauts-de-Seine (0,0 %), le Val-de-Marne (+0,2 %) et les Yvelines (+0,3 %) ne profitent pas ou peu de la petite embellie de l'emploi salarié marchand.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 4 ^{ème} trimestre 2015	Evolution trimestrielle (par rapport au 3 ^{ème} trimestre 2015)		Evolution annuelle (par rapport au 4 ^{ème} trimestre 2014)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 293 969	2 755	0,2	15 784	1,2
Seine-et-Marne	307 503	1 360	0,4	2 636	0,9
Yvelines	365 621	1 397	0,4	1 246	0,3
Essonne	301 239	714	0,2	2 417	0,8
Hauts-de-Seine	815 952	643	0,1	237	0,0
Seine-Saint-Denis	400 695	215	0,1	4 946	1,2
Val-de-Marne	357 468	-235	-0,1	858	0,2
Val-d'Oise	264 209	702	0,3	2 636	1,0
Ile-de-France	4 106 657	7 550	0,2	30 760	0,8
France métropolitaine	15 503 314	31 800	0,2	83 068	0,5

Source : Insee - estimations trimestrielles d'emploi

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

L'emploi salarié au 4^{ème} trimestre 2015

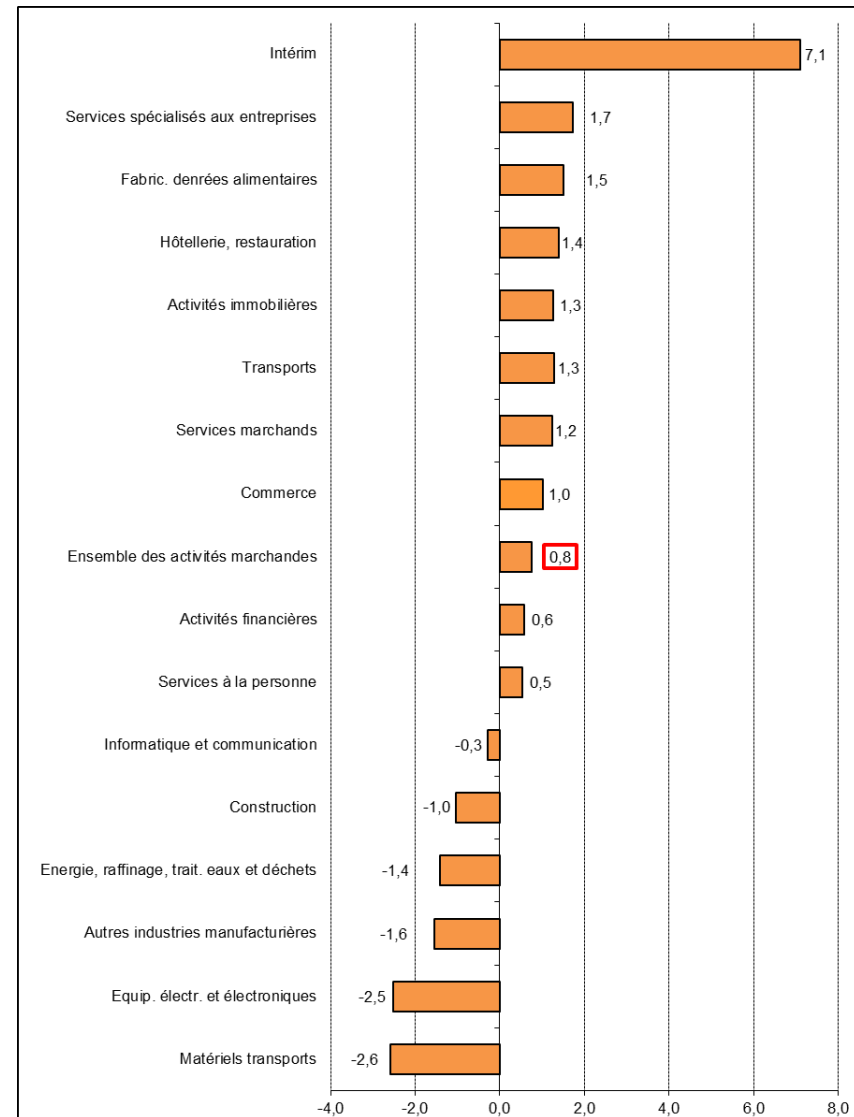
❑ Au quatrième trimestre 2015, l'emploi continue de se replier dans l'industrie (-2 000 emplois, -0,5 %) et se stabilise dans la construction (-0,1 %, soit -300 emplois). Le commerce (+0,4 %, +2 500 emplois) et les services marchands (+0,3 %, +7 400 emplois) affichent tous deux une progression. Au sein des services marchands, la hausse concerne les activités spécialisées (scientifiques et techniques et de soutien administratif), l'intérim et les transports.

❑ Sur un an, l'industrie perd un nombre important d'emplois (-1,5 %, -6 800 emplois). La construction reste également orientée à la baisse, bien que moins marquée (-1,0 %, -2 800 emplois).

❑ L'emploi salarié dans le commerce connaît une hausse annuelle de 1,0 % (+7 100 emplois), dans la lignée des évolutions positives des deux derniers trimestres.

❑ Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de 1,2 % (+33 200 emplois) sur un an. A l'image du dernier trimestre, l'intérim (+7,1 % sur un an), les activités spécialisées aux entreprises (+1,7 %) et les transports (+1,3 % sur un an) participent à la hausse. C'est également le cas de l'hôtellerie et la restauration, qui, malgré un quatrième trimestre stable, voit l'emploi progresser de 1,4 % sur l'année 2015. Les métiers de l'informatique et des télécommunications affichent la seule baisse (-0,3 %) au sein des services sur l'année écoulée.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 4^{ème} trimestre 2014 et le 4^{ème} trimestre 2015, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

L'activité partielle en mars 2016

□ En mars 2016, 137 demandes d'autorisations d'activité partielle (*) ont été adressées à la Direccte.

□ Elles correspondent à 571 682 heures de travail autorisées à être chômées en Île-de-France soit une baisse d'un tiers par rapport au mois précédent.

□ Le département des Yvelines cumule 38 % des heures d'activité partielle du mois de mars dans la région.

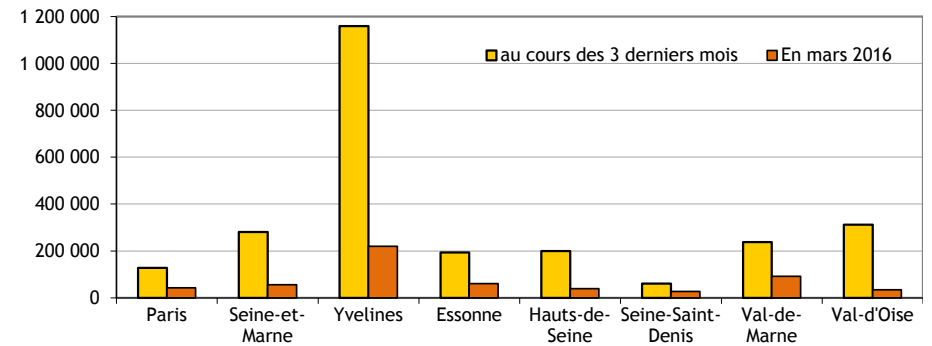
□ Le Val-de-Marne et l'Essonne concentrent respectivement 16 % et 11 % des heures demandées en mars dernier.

□ Les établissements des autres départements ont demandé un nombre d'heures très limité.

□ Le secteur de la construction a sollicité à lui seul 274 600 heures, soit près de la moitié du total régional tous secteurs confondus. Sur trois mois, ce secteur reste celui qui concentre le plus d'heures autorisées mais son recours à l'activité partielle est en baisse de plus de 40 % depuis le début de l'année.

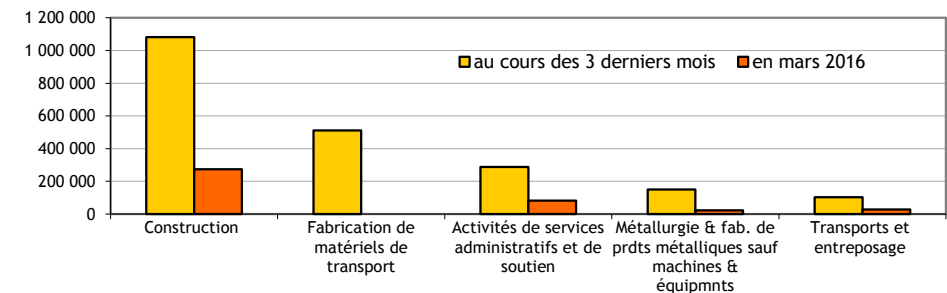
(*) Les autorisations étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Heures autorisées par département



Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Répartition par territoire gestionnaire	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en mars	137	30	20	27	15	13	13	15	4
cumul 2016	419	76	60	79	48	32	29	44	51
Heures associées en mars	571 682	43 147	55 699	219 466	60 991	39 432	26 815	91 536	34 595
cumul 2016	2 571 526	128 361	280 722	1 158 912	193 139	200 092	60 886	237 409	312 005

Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Les plans de sauvegarde de l'emploi en mars 2016

En mars 2016, les services de la Direccte ont été informés de l'initialisation de 41 procédures concernant 1 899 postes (chiffres provisoires). C'est un peu au-dessus de la moyenne constatée sur les 12 derniers mois (1 700 postes en moyenne).

Parmi ces emplois, 139 sont perdus suite à des liquidations judiciaires.

Le département le plus durement touché ce mois par rapport à son emploi local est l'Essonne. La petite couronne est plus affectée que la région dans son ensemble. Depuis le début de l'année, le département des Hauts-de-Seine cumule le plus d'emplois menacés en proportion de son emploi local.

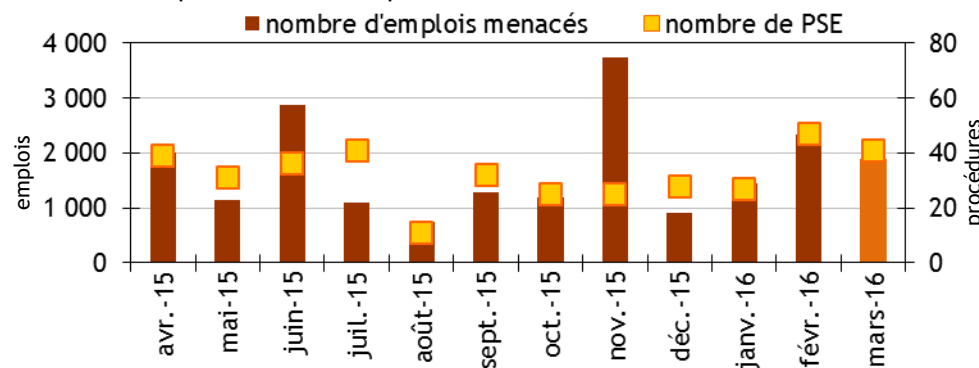
Les autres départements sont moins concernés. La Seine-et-Marne est le département le plus épargné, ce mois-ci comme depuis le début de l'année.

Pour le deuxième mois consécutif le secteur de la fabrication de moteurs et turbines concentre le plus d'emplois menacés. Ces PSE successifs sont le fait de différentes entreprises d'un même groupe.

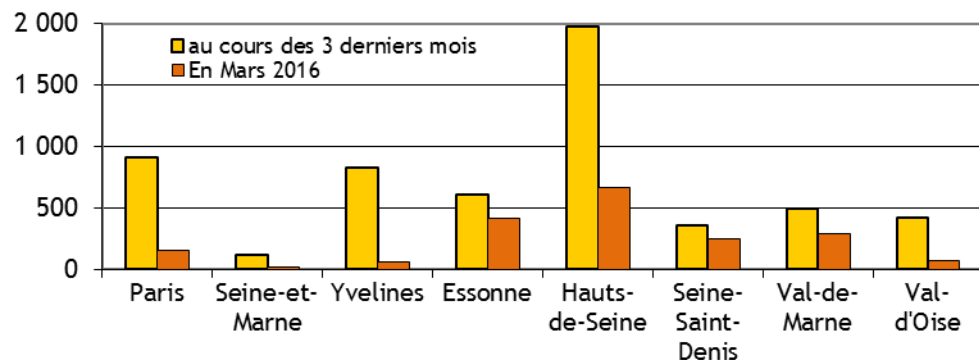
Les entreprises de l'édition ont mis en œuvre 3 PSE qui menacent 279 postes dans la région.

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en mars	41	10	1	0	4	10	4	4	3	5
Cumul 2016	115	30	3	7	5	38	8	7	9	8
Salariés concernés	1 899	153	17	54	410	659	250	291	65	/
Cumul 2016	5 698	906	115	831	603	1975	359	494	415	/

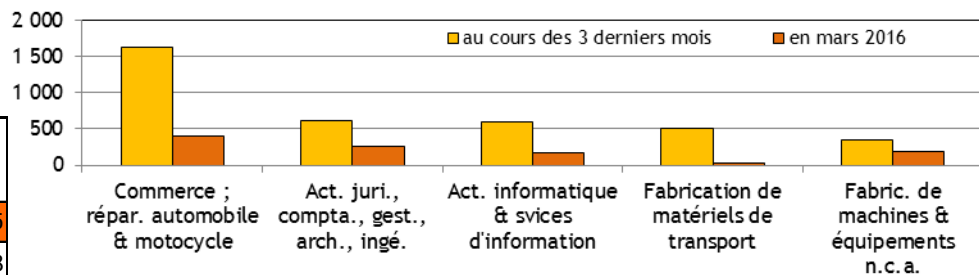
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Source : SI-Homologation- Traitement : DIRECCTE / SESE